

Marche pour le climat  
8 décembre 2018

Depuis le lundi 3 décembre et jusqu'au vendredi 14 décembre, a lieu la COP24 en Pologne. Trois ans après celle qui s'est déroulée en France, cette conférence doit permettre à tous les pays signataires de l'Accord de Paris de se mettre d'accord sur la façon d'appliquer les décisions nécessaires pour tenter de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Cette conférence est d'une importance capitale pour notre planète.

Et aujourd'hui je suis aussi en colère car les nouvelles émanant de la COP24 ne sont pas bonnes.

Une trentaine de chefs d'État seulement ont fait le déplacement. Aucun du G20. Côté français, seul François de Rugy, ministre de la transition écologique et solidaire, a fait le déplacement. La maison brûle et les dirigeants du monde ont piscine.

Aujourd'hui je suis en colère car, selon un bilan annuel publié cette semaine en marge de la COP24, les émissions de CO2 issus des énergies fossiles, première cause du réchauffement mondial, ont connu en 2018 une hausse inédite depuis sept ans. Elles seraient en augmentation de 2,7% par rapport à 2017. On est loin de la trajectoire qui nous permettrait de rester à 1,5°C ou même 2°C d'augmentation de la température mondiale. Nous avons complètement dérapé. Et si l'Europe fait figure de bon élève (-0.7%) la France n'y est pour rien car en augmentation de ses GES en 2018, après une hausse de 2% en 2017 déjà.

Et je vous le demande, on en fait quoi de toutes les belles ambitions que l'on s'était donné suite à la COP21 ? Rappelons que le France s'est engagée à réduire de 40% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et à atteindre la neutralité carbone dès 2050. La belle affaire !

Le 30 décembre 2017, en direct, Emmanuel Macron signait la loi Hulot qui acte la fin de l'exploitation des hydrocarbures en France. Sublime exercice de communication ! Et pas un an plus tard, Le 22 octobre 2018, Total obtient, sans débat public, contre l'avis de la population, l'autorisation de forer au large de la Guyane. Une hérésie climatique soutenue par le gouvernement alors que tous les experts recommandent de réduire drastiquement l'utilisation des énergies fossiles. Nous allons dans le mur.

Aujourd'hui je suis en colère face à l'aveuglement total de nos dirigeants face aux liens intrinsèques entre la lutte contre le changement climatique et l'élimination de la pauvreté. Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, nos armes doivent être la justice sociale et l'équité. Il y a bien sûr les inégalités entre les pays, pour lequel un fond vert a été mis en place afin d'aider les pays en développement à réaliser leur transition énergétique. Mais il ne faut pas non plus oublier les inégalités nationales. Suivez mon regard...

Le gouvernement actuel, mais aussi tous les gouvernements qui lui ont précédé depuis une trentaine d'années, n'ont pas su ou voulu entendre cette simple vérité, bloqués sur une trajectoire budgétaire libérale mortifère. Résultat des courses : nous n'avons ni justice sociale, ni justice fiscale, ni transition. C'est un énorme gâchis.

Oui, aujourd'hui je suis en colère mais je garde espoir. Et cet espoir me vient de chacun d'entre nous, réunis ici. Nous ne baisserons pas les bras. Nous voulons pouvoir dire à nos enfants, à nos petits enfants « On s'est battus. On ne s'est pas laissé gagner par le fatalisme et l'indifférence ». Mais pour se faire entendre des chefs d'état et de notre propre gouvernement, il faudra continuer à hurler très fort notre colère. Pour nos élus locaux, dont certains sont là aujourd'hui parmi nous, écoutez cette colère. Il est encore temps d'agir mais le temps presse.

J'aimerais terminer cette intervention avec les paroles d'une petite fille Suédoise de 15 ans, Greta Thunberg, qui se bat contre le changement climatique depuis de nombreux mois et qui a été reçue par les responsables de la COP 24 en Pologne. Voici un passage de son intervention devant les responsables de l'ONU et les chefs d'état. « Nous ne sommes pas venus ici pour supplier les dirigeants du monde de se préoccuper de notre avenir. Ils nous ont ignorés par le passé et ils continueront à le faire. Nous sommes venus ici aujourd'hui pour leur dire qu'un changement arrive, que cela leur plaise ou non. Nous serons nombreux à relever le défi, et puisque nos dirigeants se comportent comme des enfants, nous allons devoir assumer les responsabilités qu'ils auraient dû assumer depuis déjà très longtemps ». A bon entendeur.